

Industrie et économie verte en Afrique du Nord

Enjeux, expériences et perspectives

Rapport régional provisoire



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Industrie et économie verte en Afrique du Nord

Enjeux, expériences et perspectives

Rapport régional provisoire



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord



Sommaire

1	Introduction	1
1.1	Cadre de l'étude	1
1.2	Objectif et méthodologie	2
2	Le contexte régional.....	3
2.1	Caractéristiques socioéconomiques majeures des quatre pays étudiés.....	3
2.2	Principales problématiques environnementales à l'échelle de la région.....	4
3	Etat des lieux de l'économie verte.....	6
3.1	Visions, politiques et approches stratégiques.....	6
3.2	Principaux programmes et initiatives	7
4	L'industrie et l'économie verte	14
4.1	Principaux défis environnementaux rencontrés par les entreprises	14
4.2	Perception et point de vue des entreprises sur l'économie verte	15
4.3	Politiques, pratiques et outils développés par les entreprises.....	16
4.4	Contraintes soulevées par les entreprises	18
4.5	Attentes des entreprises.....	19
5	Conclusions.....	22
6	Recommandations.....	26
7	Bibliographie	28

Liste des tableaux

Tableau 1 : Principales caractéristiques socioéconomiques du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Egypte.	3
Tableau 2 : Principaux indicateurs environnementaux, Sources : Aquastat, FAO, 2013, FAO, 2011, Rapport développement Humain, PNUD, 2014, Key World Energy Statistics, 2014 IEA	4
Tableau 3 : Niveaux de priorités accordés par les entreprises aux principaux défis environnementaux.....	14
Tableau 4 : Niveau d'opportunité offerte par l'économie verte aux entreprises	15
Tableau 6 : Principales mesures et actions publiques préconisées par les entreprises	20
Tableau 7 : Analyse synthétique et comparative des quatre pays (Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte).	24

Abréviations

ADEREE	Agence pour le Développement des Energies Renouvelable et de l'Efficacité Energétique, Maroc
AND	Agence Nationale des Déchets, Algérie
ANME	Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie de Tunisie
ANSEJ	Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, Algérie
CEEB	Code d'Efficacité Energétique dans le Bâtiment au Maroc
CES	Chauffe-eau Solaire
CO2	Dioxyde de Carbone
CSP	Energie Solaire Concentrée
EPAP	Egyptian Pollution Abatement Project
FEDEP	Fonds National de l'Environnement et de Dépollution, Algérie
FNME	Fonds National de Maitrise de l'Energie
GEF	Global Environmental Facility
GIDMS	Gestion Intégrée des Déchets Municipaux Solides
IDH	Indicateur de Développement Humain
LBC	Lampe à Basse Consommation
NREA	New & Renewable Energy Authority
ODD	Objectifs de Développement Durable
PEEI	Programme d'Efficacité Energétique dans l'Industrie au Maroc
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDM	Programme National des Déchets Ménagers
PNEDS	Programme Nationale d'Elimination des Déchets Spéciaux
SONELGAZ	Société Nationale de l'Electricité et du Gaz d'Algérie
UNECA	Commission Economique de l'Afrique des Nations Unies
ANSEJ	Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, Algérie
JICA	Japan International Cooperation Agency
PNA	Programme National d'Assainissement
FODEP	Fonds de Dépollution
ONAS	Office National de l'Assainissement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DBO5	Demande Biologique en Oxygène
ANPE	Agence Nationale de Protection de l'Environnement
MATE	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
AFD	Agence Française de Développement
EEAA	Agence Egyptienne des Affaires Environnementales

1. Introduction

1.1 Cadre de l'étude

Un des grands défis contemporains auquel font face les pays du monde, y compris ceux de l'Afrique du Nord, réside dans leur capacité à réussir la transition vers une économie verte inclusive, viable et respectueuse des contraintes et des équilibres environnementaux. Pour y parvenir, il va falloir, essentiellement, se doter d'une meilleure compréhension des fondamentaux d'une telle transition, à savoir les enjeux qu'elle incarne, les opportunités qu'elle offre et les impacts qu'elle génère.

Nous sommes alors en présence d'une réforme de grande envergure, dont les chances de réussite dépendent des efforts déployés par les divers acteurs concernés publics et privés et des progrès accomplis, particulièrement par les entreprises, pour intégrer la question environnementale dans leurs politiques et leurs activités. L'objectif est de faire en sorte que les entreprises parviennent à développer des modes de production moins consommateurs de matières premières, particulièrement en eau et en énergie, moins producteurs de rejets et de nuisances pour l'environnement et leur permettant d'améliorer leur compétitivité et de créer davantage d'emplois durables.

La construction de l'économie verte s'apparente à un processus qui s'inscrit dans la durée et dont le premier pas consiste à appréhender la position stratégique des entreprises vis-à-vis de ce nouveau modèle de création de richesses, de croissance et de bien-être. L'orientation graduelle vers une nouvelle approche de production durable de biens et services, l'enracinement d'une conception qui consacre dans la pratique une capacité productive respectueuse de l'environnement, les attentes récoltées en récompense de l'engagement dans l'économie verte, tels sont les questionnements légitimes que toute entreprise se pose à l'occasion du choix de s'accommoder de la contrainte environnementale.

L'entreprise, en tant que foyer de production et source de consommation, joue un rôle central dans le succès de n'importe quelle réforme, y compris celle du passage à l'économie verte. A ce titre, l'objectif de cette étude est d'analyser la sensibilité et le niveau d'engagement des entreprises industrielles à l'égard de ce nouveau concept multidimensionnel. Un pareil questionnement est d'autant plus urgent et intéressant à poser que les préoccupations environnementales ne cessent de se faire de plus en plus prégnantes au point de considérer le débat sur la survie du capital naturel comme le menu quotidien des réflexions à l'échelle nationale et internationale. Aussi et parallèlement à la pression exercée sur la nature, il y a lieu également de souligner un avantage substantiel de l'économie verte, celui lié à la création d'emplois et au renforcement de l'équité sociale, deux défis majeurs des pays de l'Afrique du Nord.

En approchant les entreprises de quatre pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte), le présent travail entend évaluer le chemin parcouru par les entreprises en termes a) de compréhension et de prédisposition à intégrer dans l'activité de production l'économie verte en tant que composante du développement durable ; b) de perception des enjeux et d'adoption de pratiques environnementales ; et c) d'évaluation des mesures d'accompagnement nécessaires pour lever les contraintes à la promotion de l'économie verte au sein des entreprises.

Dans le but de contribuer à la réflexion sur l'économie verte dans les quatre pays d'Afrique du Nord, la présente étude passe en revue trois parties qui, ensemble, concourent à résumer la perception, la pratique et les attentes des entreprises dans le domaine de l'économie verte. En premier lieu, il va falloir situer l'économie verte dans les différents contextes nationaux afin de repérer le positionnement stratégique des principaux acteurs (Etat-secteur privé) et se faire une idée des programmes et dispositifs mis en place. Le rapport analyse ensuite les réponses des entreprises à un questionnaire d'enquête qui s'articule autour de quatre thèmes principaux. Les

recommandations visent enfin à tirer les enseignements nécessaires de l'analyse ci-dessus afin de cerner les conditions qui stimuleront l'effort des entreprises à davantage d'appropriation de l'économie verte.

1.2. Objectif et méthodologie

Cette étude vise à identifier et caractériser la perception, le positionnement stratégique et les pratiques en matière d'économie verte, aussi bien à l'échelle nationale dans les différents pays qu'au niveau des entreprises elles-mêmes. Cet enseignement doit permettre de définir les conditions nécessaires à l'émergence et au développement de l'économie verte en Afrique du Nord.

Dans le but de fournir un éclairage sur le niveau de perception, l'expérience, les besoins et les attentes des entreprises, la présente étude s'appuie sur un questionnaire préparé par le Bureau sous-régional Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. Ce questionnaire identifie 20 questions convergeant toutes vers l'évaluation du potentiel d'appropriation et de mise en œuvre de l'économie verte par les entreprises, en se fondant sur 4 principaux thèmes, à savoir :

- i. La définition du niveau de perception de l'économie verte par les différentes entreprises questionnées,
- ii. La définition des politiques, des pratiques et des outils développés par les entreprises en vue de promouvoir l'économie verte,
- iii. L'identification et la quantification de la part des investissements consentis par les entreprises pour promouvoir les principales composantes de l'économie verte,
- iv. La définition des politiques publiques et des instruments à caractère incitatif en matière d'économie verte développés dans les pays et telles que perçues par les entreprises.

Le questionnaire s'adresse aux entreprises exerçant dans les différents secteurs économiques et qui se démarquent par un début d'expérience dans l'économie verte.

Un rapport national a été établi pour chacun des quatre pays, sur la base de l'exploitation des réponses aux questionnaires communiqués à une cinquantaine d'entreprises par pays dont, en moyenne, une vingtaine a répondu. Le rapport, objet de ce document, constitue la synthèse des rapports nationaux.

Il est à noter que la taille de l'échantillon étudié (un total de 80 entreprises) et sa représentativité (face à l'hétérogénéité du tissu entrepreneurial dans les pays) ne permet pas de réaliser une analyse exhaustive. Toutefois, l'étude a permis de tirer un certain nombre de constats et d'enseignements utiles.

2. Contexte régional

2.1. Caractéristiques socioéconomiques majeures des quatre pays étudiés

Les quatre pays objet de cette expertise, à savoir le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte abritent plus de 150 millions d'habitants. L'Égypte est le pays le plus peuplé avec plus de 83 millions d'habitants et la Tunisie le moins peuplé avec 11 millions d'habitants. L'Algérie et le Maroc se placent en situation intermédiaire avec respectivement 39.93 et 33.49 millions d'habitants. La richesse nationale est assez inégale d'un pays à l'autre, comme l'indique le tableau 1.

Les pays examinés disposent d'importantes ressources naturelles (pétrolières et gazières, minières, agricoles, halieutiques, biodiversité, etc.) et bénéficient d'un niveau de développement socio-économique relativement avancé. L'agriculture constitue une part significative dans la richesse de la région, autour de 9% du PIB en Algérie et en Tunisie et plus de 14% au Maroc et en Égypte. L'industrie est inégalement développée dans les quatre pays, elle occupe une part très importante en Algérie - autour de 50% du PIB - représentée essentiellement par l'industrie pétrolière et gazière. Ailleurs c'est le tissu des PME de transformation qui prédomine offrant jusqu'à 40% du PIB en Égypte. C'est en Tunisie que le secteur des services est le plus développé : il accapare autour de 62% du PIB national. En Algérie, il représente un peu plus de 42%.

Tableau 1 : Principales caractéristiques socioéconomiques du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Égypte. Sources : « Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord », CEA ; 2014, « Rapport sur le développement humain 2014 », Banque Mondiale, 2012,2013

	Maroc	Algérie	Tunisie	Égypte
Population ¹	33.49	39.93	11.02	83.39
PIB/habitant en US \$ courant ²	3099	5264	4264	3261
IDH, 2014 ³	0.617	0.717	0.721	0.682
Espérance de vie à la naissance en 2012 ⁴	71	71	75	71
Taux de pauvreté, 2012	28%	5%	18%	26%
Taux de chômage 2013 ⁵	9.2%	9.8%	15.9%	13.4%
Part de l'agriculture dans le PIB (en%)	14.6	9.7	8.7	14.5
Part de l'industrie dans le PIB (en%)	29.6	48.5	29.4	39.2
Part des services dans les PIB (en%)	55.8	42.2	61.9	46.3

En termes de développement humain, les quatre pays, Tunisie, Algérie, Égypte et Maroc se classent respectivement à la 90ème, 93ème, 110ème et 129ème place sur 187 pays, avec des niveaux de développement humain considérés comme élevés pour la Tunisie et l'Algérie et moyens pour l'Égypte et le Maroc. Le Maroc et l'Égypte continuent d'afficher des taux de pauvreté élevés. Le chômage demeure élevé, particulièrement en Tunisie où il a été réévalué autour de 16% après la révolution.

1 Banque mondiale, 2014

2 Banque mondiale, 2013

3 PNUD. Rapport sur le développement humain, 2014

4 Banque mondiale, 2012

5 CEA. Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2014

2.2. Principales problématiques environnementales à l'échelle de la région

A cause d'une aridité plus ou moins accentuée et d'une pression humaine ancestrale, les ressources naturelles dans la sous-région de l'Afrique du Nord apparaissent limitées et fragiles. Le déficit hydrique et parfois le stress hydrique affectent tous les pays et particulièrement la Tunisie avec environ 433 m³/habitant/an. Les prélèvements des ressources en eau renouvelables se saturent pratiquement en Egypte ne laissant ainsi plus de place à de nouvelles formes d'utilisation de la ressource. Pour les autres pays la situation n'est guère plus avantageuse, faisant apparaître localement et dans certaines régions, particulièrement sur le littoral, des taux d'exploitation bien supérieur aux capacités de renouvellement des aquifères.

Le capital forestier en Afrique du Nord est assez limité et variable selon les pays. Au Maroc et en Tunisie, le couvert végétal représente respectivement 11,5% et 6,6% de la surface totale du pays. Ailleurs, les surfaces forestières sont marginales pour ne représenter dans le cas de l'Egypte qu'à peine 0,1% de la surface du pays.

La désertification affecte plus de 80% des terres de toute la région qui se trouvent de plus en plus menacées par les phénomènes de l'érosion et de la salinisation. Un pourcentage important des populations continue malgré tout à occuper et exploiter les terres dégradées, plus de 36% au Maroc et en Tunisie.

La pollution sous toutes ses formes, qu'elle soit atmosphérique ou hydrique est importante dans la région ; elle est la cause du décès d'un nombre significatif d'enfants de moins de 5 ans, presque 130 pour 10 000 par an dans le cas du Maroc.

Tableau 2 : Principaux indicateurs environnementaux, Sources :
Aquastat, FAO, 2013, FAO, 2011, Rapport développement Humain, PNUD, 2014, Key World Energy Statistics, 2014 IEA

Principaux indicateurs environnementaux	Maroc	Algérie	Tunisie	Egypte
Potentiel des ressources en eau douce renouvelable en m ³ /habitant/ an ⁶	878	297	423	1057
% de prélèvement d'eau douce du total des ressources renouvelables ⁷	43.5%	48.9%	61.7%	96.6%
Taux d'approvisionnement en combustibles fossiles	93.6%	99.9%	85.3%	96.5%
Surface forestière en% à la surface totale, 2011	11.5%	0.6%	6.6%	0.1%
Tendance de l'étendue et évolution annuelle des forêts au cours de la période 1990-2010	0.9%	0.35%	5.88%	2.98%
Aires protégées en% du territoire, 2013	1.5%	6.2%	1.3%	6.1%
% de la population vivant sur des terres dégradées, 2010	39.1%	28.8%	36.7%	25.3%
Emission de dioxyde de carbone en tonnes par habitant ⁸	1.6	3.3	2.5	2.6
Taux de recyclage des déchets ménagers ⁹	8%	7%	4%	10 à 15%
Décès d'enfants de moins de 5 ans/10 000 enfants pour cause de pollution atmosphérique	14	6	4	4
Décès d'enfants de moins de 5 ans/ 10 000 enfants pour cause de pollution hydrique	114	101	64	86

6 FAO. Aquastat, 2013

7 PNUD. Rapport de développement humain, 2014

8 Banque mondiale, 2010

9 Rapports Sweep Net

A côté de toutes ces problématiques, la sous-région voit émerger une nouvelle contrainte, celle des changements climatiques. Les prévisions indiquent un réchauffement de l'ordre de 1°C à l'horizon de 2020 et une perturbation des régimes pluviométriques, avec une tendance à la baisse de l'ordre de 5 à 10%. D'ici 2050, les températures pourraient augmenter de 3°C et les précipitations diminuer de 10 à 30%.

Dans ce contexte, la gestion des ressources en eaux devient de plus en plus urgente. Des progrès ont été réalisés mais beaucoup reste à faire, particulièrement quant à la gestion et l'optimisation de la demande, la mobilisation de toutes les ressources qu'elles soient «conventionnelles» (particulièrement les eaux profondes) ou alternatives (recyclage des eaux usées, dessalement, gestion régionale des aquifères transfrontaliers).

Cette situation environnementale risque de se compliquer d'avantage à l'avenir en raison des émissions accrues de gaz carbonique dues à une activité économique de plus en plus soutenue et à un transport de plus en plus généralisé, mais souvent non adapté aux contraintes environnementales d'une part et à cause des problèmes persistants en matière d'insuffisance de traitements des déchets et des eaux usées d'autre part.

Dans son rapport sur les objectifs de développement durable pour l'Afrique du Nord, la CEA a identifié quatre objectifs majeurs de développement durable :

- i. Objectif 1 : Réduire la marginalisation et l'exclusion sociale des populations vulnérables
- ii. Objectif 2 : Assurer l'accès universel aux services de base avec un accent particulier pour l'eau et l'assainissement
- iii. Objectif 3 : Assurer la transition vers une économie verte inclusive
- iv. Objectif 4 : Construire une paix durable sur une base transparente

L'objectif N°3 qui constitue le cœur de notre expertise a été décliné en quatre cibles, l'économie verte, la protection durable de l'environnement, l'énergie durable et la croissance inclusive.

3. Etat des lieux de l'économie verte

3.1. Visions, politiques et approches stratégiques

La plupart des modèles de développement et de croissance économique initiés au cours de ces dernières décennies dans les différents pays ont favorisé l'accumulation rapide de capital physique, financier et humain, provoquant un épuisement et d'une dégradation excessifs du capital naturel. Ces modèles de développement ont provoqué différentes crises à caractère économique, social et écologique, qui trouvent toutes leurs causes dans une mauvaise intégration des impératifs et des exigences de l'environnement dans les différents modèles de production et de consommation. L'exploitation excessive des ressources naturelles au-delà de leurs limites de renouvellement, la pollution et la dégradation des milieux ont souvent caractérisé les modèles de développement observés dans la sous-région. Parallèlement à ce processus de dégradation de l'environnement, l'ensemble des pays d'Afrique du Nord souffrent d'un chômage aigu qui touche particulièrement les jeunes diplômés.

L'idée d'une croissance durable appelée généralement « Economie verte » devient dès lors une nécessité pour concilier la gestion sur la durée des ressources naturelles, le développement de nouvelles alternatives de développement plus soucieuses des exigences de l'environnement et par conséquent la création de nouveaux métiers et la production de nouvelles richesses.

Le concept de l'économie verte a été défini par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement dans son rapport publié en 2011 comme étant « *Une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources* ».

L'appellation économie verte est apparue dans les pays d'Afrique du Nord depuis à peine quelques années, elle est véhiculée par les spécialistes de l'environnement au sein et à l'extérieur de l'administration, dans différentes entreprises et milieux professionnels et de plus en plus par les médias. Elle est souvent assimilée à un nouveau concept qui complète ou même, pour certains, se substitue au concept de développement durable. Toutefois et quelle que soit la place accordée à l'économie verte dans les politiques de développement durable, la plupart des intervenants s'accordent à dire que l'économie verte est, d'une manière générale, une économie viable, fondée sur le respect de l'environnement, caractérisée par une faible génération de carbone, de nuisances et de pollution, rationalisant l'usage des ressources naturelles, favorisant un développement plus soutenu et l'émergence de nouveaux métiers. Il s'agit ainsi de mettre en place, graduellement, un nouveau modèle de développement.

L'analyse des expériences des différents pays ayant initié et mis en place des stratégies de transition vers une économie verte montre que les principales causes de changement de modèle de développement varient d'un pays à l'autre mais qu'il existe quatre principaux facteurs qui accélèrent, séparément ou conjointement, cette transition :

- i. La mise en place de politiques d'atténuation de la dégradation environnementale et de gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- ii. La crise économique et l'utilisation des investissements verts comme moyen de relance de l'économie à travers le développement de nouvelles activités industrielles vertes et des énergies alternatives génératrices de croissance et d'emplois ;
- iii. La crise énergétique et la hausse des prix des énergies fossiles importées et dont les gisements sont limités dans le temps ;
- iv. La conviction profonde de la nécessité de concevoir et de mettre en place un nouveau modèle de développement qui soit durable, respectueux des exigences de l'environnement et créateurs de plus de richesses et d'emplois, fondé sur une révision du comportement du citoyen, du consommateur et du marché, d'une manière générale.

Toutes ces raisons ont poussé de manière plus ou moins variable les quatre pays de l'Afrique du Nord, Maroc, Tunisie, Algérie et Egypte à s'impliquer graduellement dans la promotion de l'économie verte.

Sur la base d'une charte nationale de l'environnement et du développement durable approuvée par l'ensemble des acteurs et appuyée par les plus grandes autorités de l'Etat, le Maroc a conçu et mis en place des programmes nationaux ambitieux de développement des énergies renouvelables, d'assainissement et de gestion des déchets ménagers solides. En parallèle, un ensemble de fonds de financement, ainsi que de nombreux outils d'assistance technique, de mesure, de suivi et d'observation de la qualité de l'environnement ont été développés.

En Algérie, plusieurs plans et programmes en relation avec la protection de l'environnement et la promotion de l'économie verte ont été initiés ces dernières années. Le Plan national de développement des énergies renouvelables, le Programme de maîtrise de l'énergie, le Programme national de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés et le Programme national d'assainissement des eaux usées en sont les meilleures illustrations. A titre d'exemple, l'Algérie a prévu en 2011 un financement global de 120 milliards de dollars pour la production de 22 000 mégawatts d'électricité à partir des énergies renouvelables, durant les vingt prochaines années.

En Tunisie, les programmes déjà initiés en matière de maîtrise de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables, et ceux développés dans les domaines de la gestion des déchets et de l'assainissement, ont été récemment confortés par un effort national intégrateur dans le domaine de la promotion d'une économie verte et qui prend forme et se concrétise à travers le projet d'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable et d'une stratégie de promotion de l'économie verte.

L'Egypte pour sa part, s'est engagée ces dernières années dans un programme national de promotion des énergies renouvelables avec un accent sur l'éolien ainsi que dans des activités de réduction de la pollution industrielle dans le cadre du projet EPAP.

3.2. Principaux programmes et initiatives

3.2.1. Programme d'efficacité énergétique

L'efficacité énergétique a pour avantage d'assurer la sécurité d'approvisionnement, réduire l'impact environnemental et favoriser la justice sociale. Son amélioration permet de réaliser des économies d'énergie et d'atténuer les effets de la production et de l'utilisation de l'énergie sur l'environnement.

Au Maroc, l'efficacité énergétique, parallèlement au développement des énergies renouvelables, constitue une priorité majeure dans la stratégie énergétique nationale. L'ambition de cette stratégie est d'économiser 12% de la consommation énergétique en 2020 et 15% en 2030. Dans cette perspective, des plans d'action pour améliorer l'efficacité énergétique ont été mis en place dans les secteurs clés que sont : le transport, l'industrie, le bâtiment mais aussi l'agriculture. Plusieurs chantiers sont en cours de réalisation dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'efficacité énergétique. Il s'agit notamment de l'installation des chauffe-eaux solaires, la généralisation des audits énergétiques dans l'industrie, la promotion d'utilisation des lampes à basse consommation et l'installation des chaudières à biomasse dans l'agro-industrie.

En Algérie, le plan d'action en matière d'efficacité énergétique touche plusieurs secteurs, comme l'isolation thermique des bâtiments, le développement du chauffe-eau solaire, la généralisation de l'utilisation des lampes basses consommation et la promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur industriel. Pour ce qui est du secteur du bâtiment, principal consommateur d'énergie, les actions programmées visent une réduction de 40% de la consommation énergétique au cours des prochaines décennies.

En Tunisie, l'efficacité énergétique est aussi considérée comme l'un des principaux piliers de la stratégie énergétique du pays. Aussi est-il important de souligner la volonté de la Tunisie de renforcer sa politique d'efficacité énergétique en mettant en place un programme ambitieux couvrant l'ensemble des secteurs concernés.

Les actions phares de cette stratégie portent sur les contrats-programmes et l'éclairage efficace. Considérés comme une mesure efficace pour le secteur industriel, les contrats programmes représentent une activité principale de la politique d'efficacité énergétique. A l'issue de l'audit énergétique, les établissements appartenant aux secteurs de l'industrie, des transports et du tertiaire doivent signer un contrat programme pour réaliser les actions d'économie d'énergie. Ces établissements bénéficient d'une prime de 70% du coût de l'audit et une subvention qui représente 20% du coût de l'investissement. L'effort le plus important a été consenti dans le secteur de l'industrie avec la signature de 566 contrats programmes sur la période 2000–2011.

En ce qui concerne l'expérience égyptienne en matière d'efficacité énergétique, il y a lieu de souligner que la stratégie dans ce domaine a considérablement évolué au cours de ces dernières années faisant de cette question l'une des priorités nationales, inscrite dans la nouvelle vision énergétique du pays. Toutefois, la mise en œuvre du programme de promotion de l'efficacité énergétique fait face à certaines contraintes d'ordre institutionnel et juridique, à la rareté des données et des informations et des capacités humaines limitées.

3.2.2. Programme de développement des énergies renouvelables

En matière de développement des énergies renouvelables, les quatre pays ont initié des politiques visant à accroître l'utilisation de l'énergie solaire concentrée (CSP) et de l'éolien pour réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, atténuer les émissions de gaz à effet de serre et créer de nouveaux emplois.

En Egypte, au cours des deux dernières décennies, la demande d'électricité s'est considérablement accrue et les prévisions de croissance à moyen terme s'établissent autour de 6,5% par an. Cette augmentation de la demande a été jusqu'à présent absorbée par la hausse de la production de gaz naturel. Consciente de l'épuisement de ses ressources en énergies fossiles, de la volatilité des prix mondiaux des énergies et de la pollution causée par ses centrales électriques conventionnelles, le pays accorde une importance de plus en plus grande aux énergies renouvelables. Il dispose en effet d'importants gisements solaires et éoliens et le gouvernement égyptien a fixé pour objectif de produire 20% de l'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2020 (1% actuellement), dont 12% à partir de fermes éoliennes.

Le Maroc s'est engagé ces dernières années, dans de grands programmes sectoriels, avec une attention particulière sur la mise en place du plan solaire et du programme éolien intégré. Près de 20% de la production électrique nationale devrait donc provenir de sources d'énergies alternatives. La signature de la déclaration de la Charte de l'énergie, pourrait conférer au pays une meilleure visibilité du secteur, et le rendre plus attractif pour les investisseurs internationaux et industriels de l'énergie. Plusieurs donateurs coopèrent déjà avec le Maroc pour la réalisation de projets innovants permettant de mettre au point des centrales électriques employant de nouvelles technologies.

Le Plan solaire tunisien, couvrant la période 2010-2030, couvre les domaines de l'efficacité énergétique dans le transport, les bâtiments et les industries énergivores ainsi que les énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse). La réalisation d'un tel programme impliquera le secteur public et le secteur privé, et sera accompagnée par un ensemble de mécanismes de soutien administratifs, réglementaires et financiers.

Il est prévu, dans le cadre de ce plan, le développement d'une capacité de 4,7 GW de production d'électricité à partir des énergies renouvelables à l'horizon 2030 et la poursuite du programme d'efficacité énergétique dans les différents secteurs. L'objectif étant de réaliser

une économie d'énergie cumulée de 100 Mtep à l'horizon 2030. Dans le cadre de cet effort, le Plan solaire tunisien entend mettre en pratique autour d'une cinquantaine de projets dans le domaine de l'énergie solaire, entraînant la création d'environ 18 000 emplois directs et indirects.

Les efforts de l'Algérie ont également porté sur la volonté de promouvoir les énergies renouvelables, par le biais de programmes ambitieux engagés essentiellement par l'Etat, avec pour objectif d'installer une puissance d'énergie d'origine renouvelable de près de 22 000 MW entre 2011 et 2030, ce qui correspond à environ 40% de la production nationale d'électricité dont 37% proviendront du solaire et 3% de l'éolien. Les investissements dans ces filières bénéficient de mesures d'incitation fiscales et commerciales. Le Fonds national de maîtrise de l'énergie (FNME) finance des projets et octroie des prêts non rémunérés et des garanties pour les emprunts effectués auprès des banques et des établissements financiers.

3.2.3. Programme de gestion intégrée des déchets

Bien que les gouvernements de la région aient entrepris de nombreuses initiatives destinées à développer le secteur des déchets, il va falloir se rendre à l'évidence, que les efforts consentis dans ce domaine, n'ont pas encore abouti aux résultats escomptés.

En Egypte, moins de 65% des déchets produits sont collectés, éliminés ou recyclés par différents acteurs publics et privés. Le reste s'accumule dans les rues des villes et dans des dépotoirs illégaux. La production de déchets devrait dépasser 30 millions de tonnes par an d'ici 2025. Deux principaux plans d'actions ont été entrepris en Egypte :

- Le programme de politique environnementale qui vise notamment une amélioration de la performance du secteur de la Gestion des Déchets Solides, à travers une meilleure planification stratégique, une sensibilisation accrue du public et un soutien à la participation du secteur privé ;
- La Stratégie nationale pour la gestion intégrée des déchets municipaux solides (GIDMS). Les objectifs de la stratégie sont : l'élimination des accumulations incontrôlées de déchets solides et la prestation de services sûrs et efficaces de stockage, de collecte, de transfert et de gestion dans toutes les zones urbaines et rurales.

Les mêmes dispositions sont prises au Maroc où le pays fait face à une augmentation continue du volume des déchets. Cette augmentation trouve sa source dans la croissance régulière de la population, mais aussi dans le changement des modes de production et de consommation. Plusieurs programmes et initiatives ont été lancés dont les plus importants sont :

- Le Programme National des Déchets Ménagers (PNDM)
- Le Programme National d'Elimination des Déchets Spéciaux (PNEDS)

En Tunisie, le recyclage et la valorisation des déchets apparaissent également et de plus en plus comme des composantes de l'économie verte. De bonnes performances ont été enregistrées au niveau de la gestion des déchets ménagers à travers l'application d'une politique de généralisation des décharges contrôlées, avec un niveau de couverture actuel de 70%. Le recyclage et la valorisation des déchets demeurent cependant encore peu généralisés et limités à certains produits traditionnellement connus comme étant rentables, notamment le plastique et les métaux. En 2010, l'on note le lancement de la première unité de valorisation énergétique de déchets organiques d'une capacité d'environ 2,4 GWh/an de biogaz, les résidus de cette station doivent servir comme engrais organiques dans l'agriculture biologique. A titre d'illustration, la filière de récupération du plastique a créé depuis son démarrage en 2001 plus de 150 entreprises dont plus de la moitié sont gérées par des diplômés du supérieur. Une centaine de milliers de tonnes de plastiques ont été récupérés depuis le démarrage de cette activité.

En Algérie, l'Agence nationale des déchets, placée sous la tutelle du Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, est chargée d'informer et de vulgariser les techniques de tri, de collecte, de transport, de traitement, de valorisation et d'élimination. Selon le Programme

national de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés (PNGIDMA), le tonnage de déchets ménagers produit est de 13.5 millions de tonnes par an, dont 55% sont considérés comme déchets organiques et 45% représentent le potentiel de matières recyclables (6,1MT/an), ce qui représente un chiffre d'affaires de 28 milliards DA soit 354 millions USD. Des dispositifs incitatifs sont mis en place pour stimuler la création de micro-entreprises dans les activités liées à la gestion des déchets ménagers et assimilés. Les activités de collecte, de tri, de recyclage et d'exploitation de décharges devant faire l'objet de sous-traitance. Le Fonds national de l'environnement et de dépollution (FEDEP), l'Agence nationale des déchets (AND) et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) sont associés autour d'un projet de création de 5 000 micro-entreprises/an devant générer 10000 emplois verts/an sur la période 2012-2025.

3.2.4. Programme d'assainissement des eaux usées

Les pays multiplient les projets de traitement des eaux usées afin de protéger leurs milieux et leurs ressources naturelles et améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Tous entament de grands travaux d'assainissement ou les ont déjà réalisés en partie.

Dans ce domaine, le Maroc est amené au cours des prochaines années à relever plusieurs défis liés au faible taux de traitement des eaux usées (seulement 20% des eaux collectées sont traitées), au raccordement à l'eau potable en milieu rural (en particulier concernant l'habitat dispersé) et la maintenance et l'exploitation des systèmes d'eau en milieu rural (dont 20% ne seraient pas fonctionnels).

En 2005, le gouvernement marocain a lancé un « Programme national d'assainissement » (PNA). Il a pour objectif ambitieux de parvenir à un taux de traitement des eaux collectées de 60% et un taux de raccordement au réseau sanitaire dans les zones urbaines de 80% d'ici 2020. Le PNA vise également à réduire la pollution domestique de 80% en 2020 et 90% en 2030. De même, ce programme a pour objectif de traiter et réutiliser ou valoriser 100% des eaux collectées à l'horizon 2030.

Le secteur industriel constitue encore au Maroc une sérieuse source de pollution hydrique. Le milieu marin est le principal récepteur des rejets industriels puisque plus de 80% des industries sont concentrées sur le littoral. Environ 1 000 millions de m³ d'eaux usées industrielles, en provenance essentiellement de l'industrie chimique, sont rejetées annuellement dans le milieu marin.

Avec l'objectif d'épurer l'ensemble des eaux usées rejetées à travers le territoire national, l'Algérie dispose actuellement (en 2014) de 150 stations d'épuration opérationnelles avec une capacité installée qui avoisine les 850 millions de m³ /an, contre 30 stations d'épuration en 1999 avec une capacité installée de 90 millions de m³/an. N'étant plus le parent pauvre du secteur de l'assainissement, le traitement des eaux usées est toutefois confronté à la nécessité d'éliminer toutes les fosses septiques existant sur le territoire national. L'Algérie envisage d'investir dans la récupération des eaux usées pour les besoins de l'irrigation des terres agricoles. Divers projets ont été lancés dans ce sens et touchent plusieurs régions du pays.

La Tunisie dispose d'un réseau bien établi pour le traitement des eaux usées. Depuis sa fondation en 1974, l'Office National de l'Assainissement (ONAS) a effectué un progrès remarquable du secteur de l'assainissement. Il a raccordé plus de 89% de la population urbaine (sans compter les zones non prises en charge par l'ONAS, zone hors intervention) sur un réseau qui s'étend sur plus de 14 500 km (données 2012), tout en procédant à la construction de 111 stations d'épuration des eaux usées (données 2011). Le champ d'intervention de l'ONAS comprend les grandes et petites villes et les agglomérations avec plus de 4 000 habitants, les zones industrielles et les zones touristiques. Selon les données officielles, plus de 90% des eaux usées collectées par l'ONAS sont traitées, et plus de 20% des eaux usées traitées sont réutilisées.

L'Egypte a réalisé d'importants progrès dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ces dernières décennies, investissant près de 26 milliards de dollars entre 1977 et 2006, ce qui a permis d'atteindre des taux de couverture acceptables en dépit d'une forte croissance de

la population. Mais ces dernières années, la situation de l'assainissement s'est dégradée et constitue aujourd'hui un enjeu majeur, tant en termes d'accès que de traitement des eaux usées collectées. Selon le programme de suivi de l'OMS, le taux global d'accès à un système d'assainissement basique est passé de 54% à 70% entre 1990 et 2004. L'assainissement collectif dessert 68% de la population en milieu urbain et 13% en milieu rural.

3.2.5. Programme de lutte contre la pollution industrielle

L'industrie marocaine de transformation est constituée de près de 8 000 entreprises, selon les statistiques du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies. Les industries chimiques et para-chimiques, notamment celles qui transforment les phosphates, restent la source la plus importante des rejets liquides (931 millions de m³ dont 22,7 millions de m³ hors activités liées aux phosphates). Les entreprises de textile et du cuir rejettent des quantités d'eau relativement faibles (16,5 millions de m³) mais très riches en produits polluants (surtout les tanneries par les rejets de chrome et de sulfure). Les industries agro-alimentaires rejettent près de 40,7 millions de m³ d'eaux résiduaires, constituant 90% de l'utilisation d'eau de ce secteur. En recevant 948 millions de m³/an soit 98% des rejets, la mer constitue la principale décharge, suivie des cours d'eau avec 14 millions de m³/an soit 1,45% des rejets.

Les déchets industriels dangereux sont estimés à environ 256 000 t/an³. Leur répartition par région montre que le Grand Casablanca en produit environ 37%. Les secteurs de la chimie-parachimie et du textile-cuir produisent respectivement 40 et 33% du gisement de ces déchets.

Le programme de dépollution industrielle consiste à inciter les entreprises industrielles et artisanales à réaliser des investissements de dépollution par le traitement ou l'élimination des déchets liquides, solides ou gazeux, faire des économies en ressources naturelles et utiliser des technologies propres.

La même préoccupation apparaît en Tunisie où la dépollution industrielle se présente comme un créneau de haute priorité. La Tunisie est confrontée à de graves problèmes touchant la pollution. Les activités les plus polluantes sont notamment celles de l'extraction minière, de la transformation des phosphates, des métaux de construction, du textile, de l'agro-alimentaire et la production d'énergie. L'investissement dans les installations de lutte contre la pollution industrielle est encouragé depuis 1993 par la création d'un fonds spécial : le Fonds de la dépollution industrielle (FODEP) géré par l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE). Sur les 121 zones industrielles du pays, seulement une quinzaine présentent une performance acceptable et il existe de nombreux points chauds (Bizerte, Kasserine, Sfax, Gabes, ...) où la pollution est en grande partie provoquée par le secteur industriel. Au total en 2007, sur près de 9 500 entreprises, 1 200 étaient considérées comme polluantes, soit 12,5%. Les effluents des industries implantées auprès des sites urbanisés exacerbent les problèmes de pollution en milieu urbain. Les régions touchées par la pollution industrielle sont la banlieue de Tunis, Sfax, Bizerte, Sousse et Gabès. Malgré les efforts pour contrôler les déversements, les effluents industriels restent une source de pollution importante de l'environnement littoral et marin et contribuent d'une manière déterminante à la contamination des ressources en eau, des sols et de l'air.

En Algérie, l'industrie occupe une place particulière dans la crise de l'environnement. Première au banc des accusés, elle demeure, dans l'esprit de la population, la principale responsable de la dégradation des écosystèmes, des espaces et ressources naturelles et de la pollution de l'air. L'étendue et la gravité de la pollution industrielle et son impact sur l'environnement n'est pas à démontrer. En effet, le développement imposant qu'a connu le secteur industriel durant les années 60 et 70 est à l'origine d'une industrie qui tarde à se mettre à niveau et constitue, de nos jours, un lourd passif environnemental. Afin de limiter la pollution issue des activités industrielles, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, a introduit d'une part des mesures coercitives avec le renforcement des valeurs limites des rejets industriels, et la soumission, dans certaines conditions, de l'autorisation d'activité à la réalisation d'une étude d'impact. D'autre part, elle a introduit des mesures incitatives au management environnemental, en

encourageant les entreprises à recourir à un certain nombre d'outils de gestion environnementale mis à leur disposition : audits environnementaux, charte environnementale, contrats de performance dans le cadre duquel elles s'engagent à mettre en œuvre sur cinq ans un plan d'action environnemental.

Soumise aux pressions liées à la conjugaison d'une croissance économique rapide, d'un processus ambitieux de développement et de politiques d'industrialisation ; l'Égypte connaît un sérieux problème de pollution de l'air, de l'eau et des sols, qui risquerait, à terme, de compromettre l'ambitieux effort de développement du pays.

Les régions d'Alexandrie et du Grand Caire, qui se caractérisent par une concentration d'industries polluantes à proximité de zones à forte densité de population, sont particulièrement représentatives de l'ampleur de cet enjeu national. Le gouvernement a concrétisé son engagement dans cette lutte par la mise en place d'un système législatif complet et par la création de l'Agence Environnementale (EEAA), bras exécutif du ministère de l'Environnement. Sous l'effet des pressions politiques et publiques, les industriels prennent également conscience de la nécessaire évolution des installations en Égypte. Pour financer les investissements nécessaires, le soutien du secteur bancaire est indispensable.

En 2006, l'AFD, la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement et la Japan International Cooperation Agency ont décidé d'appuyer ces différents acteurs dans la lutte contre la pollution industrielle en mettant en place le programme EPAP II (Egyptian Pollution Abatement Project II). Ce programme comprend deux composantes essentielles :

- le financement de la dépollution industrielle de l'air et de l'eau dans les régions d'Alexandrie et du Grand Caire ;
- l'assistance technique pour le renforcement des capacités de l'EEAA, des banques partenaires et des acteurs locaux

A mi-étape en Septembre 2009, 19 entreprises ont rejoint le programme, en proposant 34 projets représentant 413 millions de Dollars d'investissement et une demande de financement à hauteur de 147 millions de Dollars par la ligne de crédit EPAP II, soit plus de 29 millions de Dollars de subvention. La réduction des émissions de SO₂ s'élève à 22700 t/an et celle des particules à 104000 t/an. Par ailleurs, plusieurs autres polluants ont été totalement éliminés par modification des procédés de fabrication. Aujourd'hui, le gouvernement égyptien confirme que la troisième phase du projet de contrôle de la pollution industrielle (EPAP III) commencera en 2015, tout en accordant de l'intérêt, non seulement aux grandes industries, mais aussi aux petites et moyennes industries.

3.2.6. Programme d'accompagnement à la certification environnementale

La certification environnementale définit une série d'exigences spécifiques à la mise en place d'un système de management environnemental au sein de l'entreprise, quelles que soient la taille et le domaine d'activité. Les rapports nationaux des quatre pays évoquent quelques certifications environnementales que les entreprises dans la région ont développées dans le cadre d'une démarche souvent volontaire.

Au Maroc, la majorité des entreprises ont manifesté leur disposition à y mettre le prix afin de conforter leur image de marque. Le rapport du Maroc fait observer que, bien que les certifications environnementales soient encore au stade du lancement, l'engouement pour ce type d'outils est de plus en plus grandissant. Cette nouvelle dynamique s'explique par l'apparition ces dernières années de textes contraignants, et par la politique nationale en matière d'environnement, à l'image de la Charte Nationale pour l'Environnement et le Développement Durable.

En 2006, l'Algérie a signé une convention avec la GIZ ayant pour but de mettre en place un système de certification et de management environnemental selon ISO 14001 dans les entreprises algériennes. Il s'agit d'un programme de mise à niveau qui engage le secteur industriel, dans une démarche de management environnemental, à réduire les rejets polluants liés à ses activités.

L'objectif de cette initiative est d'amener les entreprises algériennes à s'aligner avec l'environnement économique international en s'impliquant dans la mise à niveau par la certification ISO-9000 et 14000 et ce, pour améliorer leur compétitivité, relever le défi de la mondialisation. Elle vise aussi la formation d'un personnel compétent en matière environnemental dans les entreprises et, la formation d'auditeurs internes ISO 14001, accrédités au niveau international.

Toutefois, les spécialistes de la normalisation des entreprises présentent un constat accablant sur les entreprises algériennes en matière de conformité aux normes de management environnemental à savoir la certification ISO 14001. L'Algérie, ne compte que sept entreprises certifiées ISO 14001. Cette situation est directement liée à l'absence de sensibilisation aux normes de la gestion environnementale, au point que certains chefs d'entreprise ne savent même pas que l'Etat prend en charge 50% des frais induits par la certification au management de l'environnement (ISO 14001).

En Tunisie, la certification environnementale relative à la performance environnementale constitue la démarche la plus suivie par les entreprises tunisiennes. Bien que le nombre d'entreprises industrielles tourne autour de 5 500, environ 200 sont certifiées ISO 14001 (GIZ, 2013). Les pouvoirs publics souhaitent augmenter considérablement ce chiffre. Pour ce faire, des efforts supplémentaires doivent être fournis, notamment en matière de sensibilisation des PME à adhérer volontairement au système de la certification, sachant que des chefs d'entreprise jugent coûteuse cette démarche.

En Egypte, la certification environnementale trouve son domaine prioritaire d'application dans les exploitations agricoles, en ce sens où de nombreux agriculteurs sont engagés dans des démarches visant à diminuer l'impact de leurs activités sur l'environnement. Ces initiatives sont volontaires. Elles peuvent s'inscrire dans le cadre de démarches de filières, de territoires ou de projets individuels.

3.2.7. Programme de promotion de nouvelles filières vertes

Dans la perspective de lutter contre le chômage et plus particulièrement celui des jeunes diplômés et profitant de l'élan soupçonné dans le domaine de l'économie verte et des opportunités potentielles pouvant être offertes dans ce domaine, des initiatives de promotion de métiers verts ont vu le jour ces dernières années dans les quatre pays de l'Afrique du Nord, objet de cette expertise.

Ces projets menés souvent avec l'appui des bailleurs de fonds (PNUD, GIZ, coopération japonaise, BM, etc.) ont cherché à appuyer les pays concernés dans leur positionnement par rapport aux nouveaux métiers qui pourraient être engendrés à travers la promotion de l'économie verte. La démarche adoptée dans ce genre de projets s'est globalement structurée autour de trois axes majeurs :

- L'identification des créneaux considérés porteurs et dans lesquels il est judicieux de s'impliquer en vue de promouvoir des métiers verts ;
- La formation des demandeurs d'emplois et plus particulièrement des jeunes diplômés chômeurs dans les nouveaux métiers verts identifiés au niveau des créneaux porteurs ;
- L'encadrement des jeunes après leur formation dans le montage administratif et financier de leurs projets ainsi qu'au moment du démarrage de leurs activités.

Nous ne disposons pas aujourd'hui du recul nécessaire par rapport à ces programmes pour évaluer réellement leur niveau de contribution dans la création d'emplois et de nouveaux métiers.

4. L'industrie et l'économie verte

Les éléments de ce chapitre sont tirés de l'analyse des études pays réalisées sur la base des réponses des entreprises au questionnaire d'enquête administré dans les quatre pays objet de la présente étude.

4.1. Principaux défis environnementaux rencontrés par les entreprises

Les entreprises font face à plusieurs problématiques et défis à caractère environnemental dont deux essentiellement apparaissent de manière systématique auprès de l'ensemble des unités questionnées. Il s'agit de la maîtrise de la facture énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la gestion des déchets (réduction, recyclage et valorisation). A un degré moindre mais de manière généralisée au niveau des quatre pays, le traitement des eaux usées à la sortie des entreprises et la prévention des pollutions constituent également un deuxième niveau de priorité et de préoccupation pour l'ensemble des entreprises. Le troisième niveau de priorité va vers l'utilisation rationnelle des ressources en eau avec des disparités entre les pays, faible pour l'Egypte et forte pour la Tunisie ainsi que pour la promotion des énergies renouvelables. La réduction des émissions de dioxyde de carbone suivie par la protection de la biodiversité constituent au contraire les priorités les moins marquées auprès des entreprises de la sous-région.

Tableau 3 : Niveaux de priorités accordés par les entreprises aux principaux défis environnementaux.

Défis environnementaux rencontrés par les entreprises	Niveau de priorité accordé aux défis environnementaux
L'utilisation rationnelle de l'énergie (efficacité énergétique).	Très fort
La réduction, le recyclage et la valorisation des déchets	Très fort
Le traitement et le recyclage des eaux usées	Fort
La prévention des pollutions (eau, sols, air)	Fort
L'utilisation rationnelle de l'eau	Moyen
Le développement des énergies renouvelables	Moyen
La réduction des émissions de dioxyde de carbone	Faible
La protection de la biodiversité	Très faible

Ce tableau synthétique fait clairement apparaître que le coût de l'énergie dans les activités de l'entreprise constitue de plus en plus un handicap pour son développement. Le besoin de réduire la facture énergétique est omniprésent auprès des entrepreneurs. Une gestion convenable des déchets avec une part de valorisation et par conséquent une réduction des coûts de la gestion apparaît également comme une priorité ; l'application de la réglementation dans ce sens et le poids de la pression sociale, de plus en plus marqué, en sont certainement les causes principales. Le traitement des eaux usées et la prévention des pollutions d'une manière générale commencent à constituer des priorités revendiquées par l'ensemble des acteurs, publics, mais aussi de la société. Au contraire les prix de l'eau, relativement faible dans la région, n'incitent pas encore les entreprises à faire de l'économie de cette ressource un objectif prioritaire bien que la sous-région se caractérise par un déficit généralisé en eau.

La méconnaissance des technologies en matière de promotion des énergies renouvelables et l'absence de cadre juridique suffisamment incitatif entravent aujourd'hui le développement de ces technologies par les entreprises.

Au contraire, la réduction des émissions de dioxyde de carbone et la protection de la biodiversité, notions à caractère purement environnemental n'interpellent pas aujourd'hui assez les entreprises ; ils ne perçoivent pas encore le lien entre leurs activités et ces composantes qu'ils ont tendance à qualifier de complètement extérieures à leurs centres d'intérêt.

4.2. Perception et point de vue des entreprises sur l'économie verte

• L'économie verte est perçue par les entreprises comme une opportunité pour renforcer leur responsabilité sociétale et environnementale

D'une manière générale et au niveau des quatre pays, la quasi-totalité des entreprises auditionnées ont une connaissance des principaux fondements de l'économie verte et de ses principales retombées environnementales mais aussi économiques et dans une moindre mesure sociales. Les entreprises qualifient l'économie verte comme une opportunité à saisir dans l'avenir pour renforcer leur positionnement sur les marchés nationaux mais aussi internationaux. Ce sentiment reste cependant à nuancer pour le cas des entreprises algériennes qui n'affichent pas encore le même niveau de conviction que leurs voisins des trois autres pays. Toutefois et d'une manière générale, l'économie verte est perçue par les entreprises comme un moyen d'améliorer la responsabilité sociale et environnementale (RSE). Ceci démontre certainement la place occupée par ce concept et les avancées en termes de promotion de la démarche RSE en Afrique du Nord.

Par rapport à la situation actuelle de l'économie verte dans la région et dans le monde, seules ¼ des entreprises croient que l'économie verte est aujourd'hui une réalité mais près de la moitié pensent qu'elle est amenée à se développer et à se généraliser dans l'avenir.

• L'économie verte est reconnue comme une alternative à multiple opportunités, essentiellement environnementales et économiques

D'une manière générale et en termes d'opportunités, l'économie verte est globalement bien perçue par les entreprises de la région.

En premier plan, elle constitue une alternative à la pollution à travers l'instauration d'une production propre et la réduction des impacts sur l'environnement et les ressources naturelles ; à un degré moindre mais également élevé, l'économie verte est une occasion pour innover et développer de nouvelles technologies dans les différents cycles de production avec un effet notable sur la réduction des coûts correspondants. Cette manière de faire devrait aider les entreprises à accéder à de nouveaux marchés et à améliorer leur positionnement dans les marchés déjà acquis.

Tableau 4 : Niveau d'opportunité offerte par l'économie verte aux entreprises

Opportunités offertes par l'économie verte aux entreprises	Niveau d'opportunité offerte par l'économie verte
Une production plus propre et donc une réduction de l'impact environnemental de l'entreprise	Très élevé
Le développement de technologies et produits innovants	Elevé ++
Une diminution des coûts de production et donc un gain économique	Elevé ++
L'accès à de nouveaux marchés	Elevé +
Un positionnement marketing de l'entreprise qui lui confère un avantage concurrentiel	Elevé +
La création/ la diversification de filières	Moyen
La création d'emplois durables	Moyen
Une réduction des inégalités sociales	Faible

La création de nouvelles filières et le développement d'emplois durables, n'apparaissent pas encore de manière significative comme des opportunités réelles de l'économie verte. Encore moins la réduction des inégalités sociales qui ne figure pas comme un objectif que l'économie verte contribuerait à réaliser, sauf pour le cas de l'Egypte.

- **Les entreprises pensent disposer en partie des capacités d'expertise pour développer l'économie verte**

La moitié des entreprises en Algérie, Tunisie et Egypte et les $\frac{3}{4}$ au Maroc pensent disposer de l'expertise suffisante pour promouvoir et développer une économie verte au sein de leurs unités. Ce taux relativement élevé s'explique par le fait que les entreprises interrogées sont en majorité prédisposées à s'engager dans des actions en relation avec l'économie verte et disposent de relativement de moyens (supérieurs à la moyenne des entreprises). D'où la nécessité de relativiser ce constat.

4.3. Politiques, pratiques et outils développés par les entreprises

4.3.1. Politiques

- **Les entreprises s'engagent progressivement, mais encore lentement, dans la mise en place d'une politique d'économie verte**

Plus de la moitié des entreprises industrielles interrogées disent disposer d'une politique en lien avec l'économie verte ; c'est au Maroc que les entreprises paraissent le plus engagées dans cette perspective.

L'engagement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique en faveur de l'économie verte au sein de l'entreprise est essentiellement dicté, au niveau des quatre pays examinés, par la volonté de se conformer à la réglementation environnementale en vigueur dans les pays respectifs et dans une moindre mesure par la volonté d'améliorer leur image de marque, le désir de réduire les factures des ressources naturelles et des matières premières, la prise en compte volontaire des enjeux liés à la RSE et la prise en compte de la concurrence internationale qui pénalise de plus en plus les entreprises non respectueuses de l'environnement.

Les autres arguments à caractère social comme la pression démographique et l'évolution de la demande des consommateurs et des clients, restent encore rarement pris en compte par les entreprises.

En effet, les populations n'exercent pas encore de pressions significatives sur les entreprises qui puissent les inciter à changer de pratiques et de modes de fonctionnement, aussi les évolutions de la demande des consommateurs ne sont pas encore assez visibles et significatives pour constituer des éléments à prendre en considération par les entreprises.

- **Caractéristiques environnementales, économiques, sociales et de gouvernance des stratégies des entreprises**

L'utilisation efficace des ressources naturelles, des matières premières et de l'énergie, constitue pour l'ensemble des pays, avec un niveau moindre pour l'Egypte, l'élément essentiel de la politique d'économie verte développée par les entreprises.

A un deuxième niveau, et de manière aussi marquée, la gestion des déchets, la réduction et la gestion des rejets, particulièrement hydriques, et d'une manière générale la prévention des pollutions apparaissent également comme des priorités déterminantes dans la politique d'économie verte engagée par les entreprises. La question des déchets est prise en compte de manière sérieuse et quasi générale au niveau des entreprises de l'Afrique du Nord ; celle de la gestion des eaux usées varie au contraire d'un pays à l'autre, elle est forte en Algérie et en Tunisie et relativement faible en Egypte.

Au contraire, il n'existe pas encore chez les entreprises industrielles au niveau des quatre pays, une volonté réelle d'introduire dans leurs politiques d'économie verte la réduction des émissions de dioxyde de carbone.

Socialement, les entreprises industrielles prennent en compte de manière très marquée au Maroc, en Algérie et en Tunisie, le souci d'amélioration des conditions de travail de leur personnel (hygiène et sécurité) et de développement de leurs capacités. Cette volonté paraît moins marquée auprès des entreprises égyptiennes.

Par rapport aux préoccupations extérieures à l'espace de l'entreprise, les entrepreneurs au niveau des quatre pays, accordent moins d'importance aux autres aspects sociaux comme le développement d'un transport pour le personnel ou la participation à la promotion de projets sociaux et de développement local d'une manière générale.

Sur le plan économique, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'entreprise, apparaît au centre des préoccupations avec un accent très marqué au Maroc et en Algérie. Au contraire, l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation figure de manière timide dans les stratégies, 15% seulement des entreprises algériennes affichent clairement leur implication dans cette orientation.

En termes de gouvernance, les entreprises considèrent que la sensibilisation du personnel sur la démarche environnementale doit constituer l'élément de base de toute politique d'économie verte à entreprendre. Au contraire, la mise en place de mécanisme de dialogue avec le personnel et la communauté environnante ainsi que l'information et la sensibilisation des clients de l'entreprise sur sa démarche environnementale n'apparaissent pas encore au niveau de l'ensemble des pays à une exception moindre pour l'Algérie, comme prioritaires pour les entreprises.

4.3.3. Pratiques et outils développés par les entreprises

- **Le management environnemental apparaît de plus en plus comme un outil essentiel au sein des entreprises**

Une grande partie des entreprises ont fait part de leur implication dans des processus de développement du management environnemental au sein de leurs unités de production. La veille réglementaire dans le domaine de l'environnement, le diagnostic environnemental et la démarche RSE sont les outils les plus développés au Maroc, en Algérie, en Tunisie et à un degré moindre en Egypte. Le contrat de performance environnemental, le bilan carbone et l'éco-labelisation, bien que partiellement utilisés en Tunisie et en Egypte demeurent encore d'une manière générale des outils peu répandus dans les quatre pays.

En termes de certification environnementales, l'ISO 9001 (gestion de la qualité) apparaît comme la certification la plus répandue dans les différents pays. La certification ISO 14001 (gestion de l'environnement) gagne considérablement du terrain en Tunisie et au Maroc alors que la responsabilité sociétale ISO 26000 qui paraît assez présente en Algérie, commence à peine à s'installer ailleurs. La certification ISO 50001 (gestion de l'énergie) n'est pas du tout développée au niveau des entreprises de la région.

- **La recherche - développement ainsi que la formation dans les domaines liés à l'économie verte demeurent limités au niveau des entreprises**

Bien qu'une part significative des entreprises ait engagé des programmes de formation au sein de leurs entreprises dans les domaines liés à l'économie verte, ceux-ci demeurent assez peu développés et surtout faiblement ancrés dans les pratiques quotidiennes des employés avec des impacts souvent faibles sur les performances en matière de management environnemental.

Les programmes de recherche-développement dans les domaines de l'économie verte restent encore très peu développés au sein des entreprises, malgré de rares initiatives qui tendent davantage vers l'acquisition de technologies prêtes à l'exploitation et l'utilisation plutôt que vers l'innovation et l'adaptation sur la base de leurs expériences et leurs spécificités.

- **Les niveaux d'investissement des entreprises dans l'économie verte sont souvent méconnus**

D'une manière générale, les entreprises industrielles ne disposent pas d'une comptabilité spécifique aux activités menées dans les différents domaines de l'économie verte. Les investissements dans ce domaine restent limités et ne sont réalisés, la plupart du temps que sous l'effet de la contrainte réglementaire et dans certains cas de la population.

4.4. Contraintes soulevées par les entreprises

- **La faiblesse des capacités d'investissement, l'accès limité aux technologies nouvelles et la maîtrise insuffisante de l'expertise appropriée, constituent les principales entraves à la promotion de l'économie verte**

Malgré la volonté prononcée de la plus part des entreprises à s'impliquer dans des programmes et actions d'économie verte au sein de leurs unités, dans l'objectif principal de réduire leurs impacts sur l'environnement et d'améliorer l'efficacité au niveau de l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie, les entreprises se trouvent souvent confrontées à des difficultés et des contraintes sérieuses qui limitent la plus part du temps leurs actions.

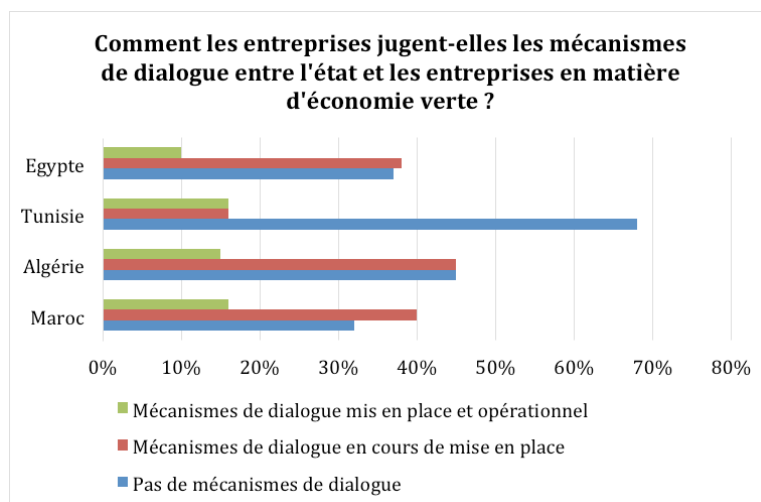
Les situations financières souvent difficiles des entreprises et leurs faibles capacités à dégager des investissements complémentaires, jugés généralement non rentables pour leurs activités principales, dissuadent les entreprises de s'engager dans des actions d'économie verte. Les opportunités d'accès à des fonds spéciaux ou des lignes de crédit spécialisées sont jugées souvent contraignantes ou à la limite peu profitables. Plus des ¾ des entreprises jugent ainsi que l'accès limité et difficile aux investissements constitue la contrainte principale pour l'émergence de l'économie verte.

A côté de cet aspect financier fort important, les entreprises font également état d'une autre contrainte non des moindres et qui dans les différents pays constitue un obstacle majeur pour l'adaptation et l'application de nouveaux procédés moins polluant et moins consommateur en ressources naturelles et en énergie. Il s'agit de la capacité d'accès aux nouvelles technologies et de leur intégration dans les procédés des entreprises. Ce double défi, malgré un accès à l'information jugé relativement satisfaisant, traduit les entraves observées aujourd'hui en matière de transfert de technologies entre les pays développés et ceux de la région et les faibles capacités d'expertise locale en matière d'identification des meilleures solutions techniques et leur adaptation au contexte local.

- **Les mécanismes de dialogue entre l'état et les entreprises demeurent faibles et peu productifs**

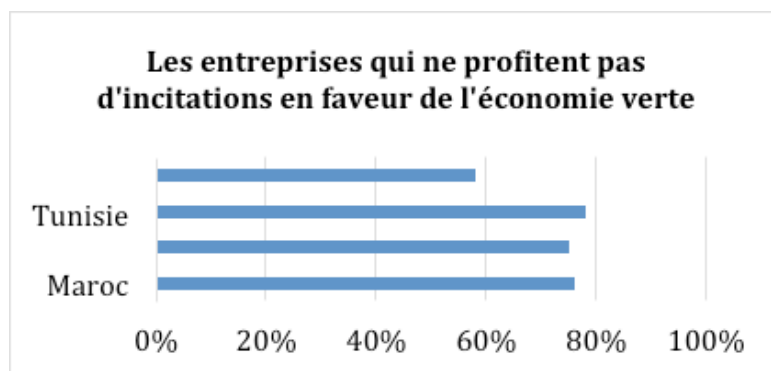
La promotion de l'économie verte est tributaire à ce stade de son développement de l'instauration de véritables mécanismes de dialogue et de concertation entre l'Etat et les entreprises. Cet échange doit permettre de démontrer aux entreprises les retombées positives d'une implication et d'un investissement dans une économie verte et surtout de construire conjointement le cadre nécessaire pour la promotion d'une réelle économie verte à travers la définition des modalités et instruments les plus réalistes et les plus performantes pour répondre aux besoins d'appui technique et financier des entreprises.

Aujourd'hui, les mécanismes de dialogue entre l'état et les entreprises sur la question restent faibles. Soit, ils ne sont pas instaurés, soit ils sont en cours de mise en place partielle.



• **Les entreprises industrielles ne profitent pas assez des rares incitations mises en place par les pouvoirs publics en faveur de l'économie verte.**

Bien que la plupart des pays ont entamé au cours de ces dernières années la mise en place et le développement de mécanismes d'incitation, qu'ils soient techniques ou financiers, en faveur de l'économie verte, les entreprises industrielles n'affichent pas encore un intérêt particulier à ce type de soutien. D'une manière générale, plus de 70% des entreprises interrogées dans les quatre pays affirment ne pas profiter de tels mécanismes certainement à cause d'un défaut d'information et surtout d'une inadaptation des incitations mises en places aux capacités et aux spécificités des entreprises.



Pour ceux qui en profitent, trois incitations apparaissent particulièrement intéresser les entreprises, l'accès aux subventions, l'appui à la démarche de certification environnementale et d'une manière générale le conseil et l'appui à l'élaboration d'études et de diagnostic.

4.5. Attentes des entreprises

Les industriels dans les quatre pays diagnostiqués maîtrisent de manière assez claire les lacunes qui entravent aujourd'hui l'émergence de l'économie verte. Ils disposent aussi d'une vision relativement précise des mesures que les pouvoirs publics doivent apporter pour promouvoir l'émergence de l'économie verte. Une douzaine de mesures à caractère essentiellement stratégique, réglementaire, financier et technique émergent de leurs propositions comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 6 : Principales mesures et actions publiques préconisées par les entreprises

Nature des mesures	Mesures et actions publiques préconisées par les entreprises	Tunisie	Maroc	Algérie	Egypte
		Niveau de priorité accordé à la mesure ¹⁰			
Stratégique	Volonté politique affirmée	A	A	A	A
	Adoption d'un cadre stratégique à long terme en faveur de l'économie verte	B	A	B	B
	Réorientation de la politique industrielle	C	C	B	C
Réglementaire	Adaptation du cadre réglementaire environnemental	B	B	C	D
	Renforcement du contrôle de la conformité environnementale	C	B	C	C
	Adoption de normes environnementales relatives aux procédés et aux produits	A	C	C	C
Financière, fiscale et tarifaire	Amélioration de l'accès au financement et mise en place d'un fonds dédié à l'économie verte	C	A	B	B
	Mise en place d'une fiscalité environnementale : taxes et redevances sur les activités polluantes	C	B	B	C
	Réforme de la tarification de l'énergie	B	C	D	B
	Réforme de la tarification de l'eau	C	C	C	B
Technique	Mise à niveau environnementale des entreprises	B	B	B	C
	Lancement d'un programme d'information, d'éducation et de communication	B	C	B	B

Sur le plan stratégique, les entreprises jugent qu'il est indispensable que les pouvoirs publics affirment clairement leur volonté politique de soutien à la transition vers l'économie verte. Cette affirmation doit se matérialiser par la définition d'un cadre précis définissant l'ensemble des modalités à entreprendre sur tous les plans et particulièrement institutionnel, technique financier et réglementaire pour assurer l'émergence de l'économie verte dans les principaux domaines de développement. Au contraire, l'accompagnement de la stratégie globale par une stratégie spécifique au secteur industriel visant à réorienter celui-ci vers l'économie verte n'apparaît malheureusement que de manière assez timide.

Sur le plan réglementaire, trois mesures paraissent indispensables : l'adaptation du cadre réglementaire environnemental ; le renforcement du contrôle de la conformité environnementale afin de pousser les contrevenants à réparer les dommages causés et enfin, l'adoption de normes environnementales par rapport aux procédés et aux produits.

Sur le plan financier, fiscal et tarifaire ; les entreprises jugent que l'accès aux financements dans le domaine de l'économie verte, à travers par exemple un fonds spécifique est une condition indispensable pour la promotion des activités liées à l'économie verte. La mise en place d'une

10 A : Niveau très élevé, B : Niveau élevé, C : Niveau moyen, D : Niveau faible

fiscalité environnementale et la révision des tarifs de certains produits stratégiques tels que l'eau et l'énergie, inciteraient les acteurs à s'engager de plus en plus vers des actions d'économie verte.

Enfin, techniquement, la promotion d'un programme de mise à niveau environnemental au sein des entreprises et le lancement et la mise en œuvre d'un programme d'information, d'éducation et de communication sont considérés par les entreprises comme des conditions nécessaires et indispensables à l'émergence et au développement des pratiques vertes.

5. Conclusions

Les quatre pays de l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte) sont confrontés à de multiples défis politiques, socioéconomiques, environnementaux et de gouvernance. La Tunisie et l'Egypte traversent toutes deux des phases de transition démocratique et de reconstitution de leurs régimes respectifs. Le chômage et l'accès au travail, particulièrement pour les jeunes, restent un handicap sérieux pour le développement ; 16% de la population active est au chômage en Tunisie. L'Egypte, de son côté éprouve encore de sérieuses difficultés socioéconomiques sous le poids de la plus forte population de la région (82 Millions d'habitants) et du niveau économique le plus faible, comparativement aux autres pays avec un PIB de 1 566 \$/habitant.

Sur le plan environnemental, l'ensemble des pays de la région est caractérisé par un capital naturel limité et fragile. Celui-ci et malgré sa précarité se trouve affaibli par le poids de la désertification qui prend une ampleur importante dans la région ainsi que par les différentes nuisances et atteintes occasionnées par les activités humaines. Ces atteintes prennent essentiellement deux formes, la pollution et la dégradation des milieux et la surexploitation des ressources naturelles. Les activités industrielles constituent dans les quatre pays les principales causes de cette dégradation. En Algérie, l'important arsenal industriel installé en grande partie il y a plusieurs décennies apparaît aujourd'hui relativement en décalage par rapport aux pratiques nouvelles plus exigeantes en matière d'environnement.

Devant cet ensemble de défis, et sous le poids de pressions sociales de plus en plus fortes, les quatre pays sont contraints aujourd'hui de penser et de concevoir de nouveaux modèles de développement plus adaptés aux contextes de leurs pays respectifs, en harmonie avec la conjoncture internationale et qui soient capables de répondre favorablement aux demandes des populations, particulièrement en termes de création de nouvelles richesses, d'emplois et d'équité sociale.

L'économie verte pourrait constituer pour les quatre pays une opportunité de taille pour assurer cette transition tant recherchée. Plusieurs réalités et caractéristiques intrinsèques favorisent l'émergence de ce nouveau mode de développement dans ces pays : le potentiel important en économie d'énergie et en énergies renouvelables, la volonté de réduire les impacts des activités humaines sur l'environnement, de préserver les ressources naturelles et de rationaliser leur exploitation ; le besoin de s'adapter dans les prochaines décennies aux effets des changements climatiques et l'impératif pressant d'améliorer les conditions socioéconomiques des populations les plus vulnérables sont autant d'arguments et d'opportunités qui doivent, ensemble, pousser chacun des pays de la région à s'impliquer réellement dans la promotion de cette nouvelle forme d'économie.

L'économie verte a le mérite d'apporter une réponse double aux défis de la région ; d'une part elle résout des problèmes importants et cruciaux dans le domaine de l'environnement et de l'énergie et d'autre part elle offre l'opportunité de créer de nouvelles approches et de nouveaux créneaux susceptibles de générer de nouvelles richesses et de nouveaux emplois.

C'est pour toutes ces raisons que les quatre pays se sont déjà engagés, chacun en fonction de ses moyens et ses priorités, dans le lancement et la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets en relation avec l'économie verte.

L'énergie sous ses deux aspects, efficience et promotion du renouvelable, constitue, sans aucun doute, le domaine le plus sollicité dans la majorité des pays et particulièrement au Maroc, en Tunisie et en Egypte. L'économie d'énergie dans ces trois pays est de plus en plus assimilée à de nouveaux gisements qu'il faut aller chercher dans les différents domaines du développement et particulièrement dans le bâtiment, le transport et un degré moindre l'industrie. La promotion des énergies renouvelables et plus particulièrement au niveau des petites installations gagne de plus en plus du terrain, elle apparaît dans plusieurs régions et auprès de certaines populations comme

une alternative économiquement plus rentable. La prochaine étape doit voir se concrétiser les mégaprojets en cours de planification, particulièrement dans le solaire mais aussi l'éolien qui s'installe progressivement dans certains pays comme l'Egypte.

L'assainissement des eaux usées et la gestion des déchets, particulièrement domestiques, occupent dans l'ensemble des pays une place de plus en plus importante et font l'objet d'un ensemble de programmes et de projets avec des objectifs souvent ambitieux. Cette dynamique observée par rapport aux rejets domestiques, n'a pas la même dimension et envergure pour ce qui est des rejets industriels et spéciaux qui continuent encore à accuser un retard certain. Les projets d'assainissement des rejets liquides, solides et gazeux initiés auprès des industriels demeurent en deçà des problématiques observées et des impacts causés par l'activité industrielle sur l'environnement et la santé humaine. De même et dans le même ordre d'idée, l'assistance et plus particulièrement technique, accordée aux entreprises, en matière de promotion d'activités dans le domaine de l'économie verte ou de certification environnementale est globalement timide.

Concrètement, et à travers les analyses que nous avons effectuées tout le long de cette expertise, il apparaît que les quatre pays ont des niveaux d'ancrage de l'économie verte auprès des entreprises, variables d'un pays à l'autre. Le Maroc et la Tunisie affichent des volontés politiques assez prononcées, traduites par des projets réels dont les résultats commencent déjà à être perçus dans certains domaines. En revanche, l'élan ne semble pas aussi soutenu en Algérie et en Egypte. Le poids d'un passif industriel peu soucieux de l'environnement et le besoin peu prononcé en économie d'énergie limitent jusqu'à présent le niveau d'implication de l'Algérie dans l'économie verte. En Egypte, les contraintes de la transition démocratique, et l'importance des besoins de première nécessité d'une grande partie de la population, apparaissent repousser l'échéance de l'économie verte. Le tableau suivant apporte des éclaircissements synthétiques sur tous les aspects que nous venons d'exposer dans cette conclusion.

Tableau 7 : Analyse synthétique et comparative des quatre pays d'Afrique du Nord, Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte.

Pays	Principaux défis socioéconomiques et environnementaux	Opportunités et nouvelles orientations	Cadre stratégique et Principaux programmes et initiatives	Appréciation du niveau de promotion de l'EV
Maroc	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de pauvreté élevé • Capital naturel limité et fragile (eaux, forêts, sols) et forte désertification • Grande part des rejets industriels demeurent non traités • Risque de dégradation des RN et d'atteinte à la santé humaine (eaux usées, déchets, gaz) • Balance énergétique déficitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Transition démocratique • Potentiel important en EE et ER • Impacts importants sur l'environnement et volonté de remédier à leurs ampleurs • Volonté de préserver les ressources naturelles • Adaptation aux effets des CC • Besoin d'amélioration des conditions socioéconomique des populations démunies 	<ul style="list-style-type: none"> • Charte Nationale de l'Environnement et du développement durable • Plan national contre les changements climatiques • Développement des EE et des ER (Plan solaire, parc éolien et cadre institutionnel et juridique d'accompagnement) • Programme national d'assainissement • Programme national de gestion des déchets ménagers solides 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Maroc s'est réellement engagé dans une politique de promotion de l'économie verte • Cet engagement se manifeste de manière plus ou moins inégale d'un domaine à l'autre • L'énergie renouvelable apparaît au Maroc comme une priorité nationale • La dépollution industrielle et la mise à niveau environnementale des entreprises constituent les principaux engagements futurs du pays
Algérie	<ul style="list-style-type: none"> • Industrie en décalage avec les exigences environnementales dont la prise en compte demeure le fait des grands groupes privés ; • Capital naturel limité et fragile (eaux, forêts, sols) et forte désertification • Risque de dégradation des RN et d'atteinte à la santé humaine (eaux usées, déchets, gaz) 	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel important en EE et ER • Impacts importants sur l'environnement et volonté de remédier à leurs ampleurs • Volonté de préserver les ressources naturelles • Adaptation aux effets des CC • Besoin d'amélioration des conditions socioéconomique des populations démunies 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie nationale de développement durable ; • Plan national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ; • Programme de maîtrise de l'énergie • Programme national de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés • Programme national d'assainissement des eaux usées ; • Programme pour le développement du système national de la qualité ; • Programme national de recherches ; • d'accompagnement mis en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Algérie a lancé d'importants projets nationaux dans les domaines de la gestion des déchets, de l'assainissement des eaux usées et du développement des énergies renouvelables ; • Mise en place d'une politique de recherche et développement ; • Des expériences sont développées dans la R&D par de grands groupes industriels privés ; • Des défis importants sont à relever au niveau de la dépollution industrielle et la mise à niveau environnementales des entreprises

Tunisie	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de chômage élevé • Important déséquilibre régional • Capital naturel limité et fragile (eaux, forêts, sols) et forte désertification • Plusieurs hotspots de pollution, particulièrement sur le littoral • Risque de dégradation des RN et d'atteinte à la santé humaine (eaux usées, déchets, gaz) • Balance énergétique déficitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Transition démocratique • Potentiel important en EE et ER • Impacts importants sur l'environnement et volonté de remédier à leurs ampleurs • Volonté de préserver les ressources naturelles • Adaptation aux effets des CC • Besoin d'amélioration des conditions socioéconomique des populations démunies 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie d'EV en cours d'élaboration • Programme d'EE et de promotion des énergies renouvelables (plan solaire, incitations financières, réglementation thermique) • Gestion des déchets et programme de valorisation • Programme de mise à niveau environnementale des entreprises • Programme national d'assainissement des eaux usées 	<ul style="list-style-type: none"> • La Tunisie a adhéré politiquement à la promotion de l'économie verte • Plusieurs projets ont été initiés dans ce domaine • Les entreprises cherchent avec leurs moyens à s'impliquer progressivement dans la nouvelle dynamique • La période de transition démocratique a freiné l'élan engagé dans ce sens
Egypte	<ul style="list-style-type: none"> • Lourd poids démographique • Faible PIB/habitant • Taux de pauvreté et de chômage élevé • Capital naturel limité et fragile (eaux, forêts, sols) et forte désertification • Risque de dégradation des RN et d'atteinte à la santé humaine (eaux usées, déchets, gaz) • Balance énergétique déficitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel important en EE et ER • Impacts importants sur l'environnement et volonté de remédier à leurs ampleurs • Volonté de préserver les ressources naturelles • Adaptation aux effets des CC • Besoin d'amélioration des conditions socioéconomique des populations démunies 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des énergies renouvelables particulièrement l'éolien et le solaire • Projet de réduction de la pollution industrielle, EPAP 	<ul style="list-style-type: none"> • Des initiatives significatives ont été engagées particulièrement en matière de promotion des énergies renouvelables et de réduction de la pollution industrielle • La recherche d'un meilleur ancrage des fondements de l'économie verte au sein des entreprises constituera certainement le défi de la prochaine période.

6. Recommandations

Sur la base de l'exposé et de l'analyse que nous avons effectuée au niveau des quatre pays de l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie et Egypte), il s'avère clairement que l'économie verte, bien qu'elle commence à s'installer progressivement, souffre encore de grands déficits à différents niveaux. Ces déficits doivent être impérativement surmontés afin d'offrir à cette nouvelle forme d'économie le maximum de possibilités pour émerger le plus rapidement possible et pouvoir ainsi contribuer à une meilleure gestion de l'environnement et une réelle participation à la résolution des problèmes socioéconomiques importants dont souffre la région. Les mesures correctives qu'il faut entreprendre peuvent être structurées en cinq groupes de recommandations comme suit :

• **Recommandations à caractère politique, stratégique et programmatique**

Ce groupe de recommandations implique l'expression officielle de la volonté des pouvoirs publics de s'impliquer réellement dans la promotion d'une économie verte intégrée au niveau de l'ensemble des secteurs de développement. Le projet politique ainsi initié doit s'ancrer dans l'ensemble des départements touchant ainsi le plus grand nombre d'acteurs. Le projet d'économie verte doit de ce fait constituer le socle et le fondement de la politique générale du gouvernement en matière de développement socioéconomique. Les deux programmes seront ainsi concordants, jusqu'à leur fusion totale. Dans ce même ordre d'idées, il est impératif, dès le démarrage, de réorienter la politique industrielle vers des objectifs qui soient en harmonie avec l'économie verte.

Concrètement et après élaboration d'une stratégie nationale de promotion de l'économie verte dans chacun des quatre pays, il est impératif dans un deuxième temps d'intégrer les fondements et les principes de ces stratégies dans les politiques et les programmes de développement socioéconomiques au niveau de l'ensemble des secteurs et acteurs.

• **Recommandations à caractère réglementaire**

Un cadre réglementaire adapté aux objectifs de l'économie verte conditionne son développement. Des normes et une réglementation spécifiques doivent encadrer les différentes modalités de production dans l'ensemble des secteurs de développement afin de réduire l'impact environnemental et impulser l'économie verte. Aussi et en même temps, les pouvoirs publics doivent disposer de moyens de contrôle et de suivi forts pour garantir la bonne application de cette réglementation.

Une révision/ ajustement de la réglementation est de ce fait indispensable, elle doit systématiquement pénaliser les dépassements actuellement observés aussi bien en matière de rejets polluants que de surexploitation de certains milieux et de certaines ressources. Des normes et des limites doivent forcément être définies et adoptées afin d'accompagner la réglementation à mettre en œuvre.

• **Recommandations à caractère financier**

Deux types de dispositifs sont nécessaires dans ce domaine et constitueraient de bons leviers pour l'émergence et le développement de l'économie verte. Premièrement la mise à disposition de toute partie désireuse de s'impliquer dans une action d'économie verte d'assistance financière appropriée et assez incitative, à travers des fonds spécifiques créés dans cet objectif ; deuxièmement, la mise en place d'incitations fiscales afin d'encourager et de stimuler les produits et les services les plus conformes et qui soient adaptés aux principes de l'économie verte. Les fonds actuellement disponibles seront renforcés dans ce sens, adaptés et développés pour couvrir le maximum de pratiques qui contribueraient à la promotion de l'économie verte et surtout à l'émergence de nouveaux métiers dans le domaine.

- **Recommandations en matière de renforcement des capacités humaines**

Tous les acteurs impliqués aujourd'hui dans des programmes d'économie verte (entreprises, structures d'assistance et d'appui aux entreprises), ont besoin d'un renforcement important de leurs capacités afin qu'ils puissent effectuer convenablement et suivant les normes admises les tâches qui leurs incombent.

- **Recommandations en relation avec la gouvernance au sein des entreprises**

Celle-ci prendrait forme à travers la généralisation de la mise à niveau environnementale au sein de l'entreprise et le développement d'une plateforme nationale de dialogue entre les différents acteurs impliqués dans le processus, gouvernement et secteur privé confondus, afin d'échanger le savoir-faire et tirer profit des différentes expériences menées dans le domaine.

7. Bibliographie

1. ADESSALEM Tahar, « Perspectives d'emplois dans les métiers verts », Congrès National pour l'Emploi, 28, 29,30 juin 2012, Gammarth, Tunisie
2. Agence Française de Développement, « Vers une croissance verte en Méditerranée : Mise en œuvre de politiques susceptibles d'accroître la productivité des actifs naturels », Rapport MED, 2012.
3. Banque Africaine de Développement, « Mise en valeur des énergies propres en Egypte », 2012.
4. Banque Africaine de Développement, « Intégration de l'Afrique du Nord », 2012.
5. Banque Africaine de Développement, « Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord grâce à l'intégration régionale, défis et opportunités », 2012.
6. Banque Africaine de Développement, « Promouvoir la croissance verte en Afrique », 2012.
7. Banque Africaine de Développement, « Promouvoir la croissance verte en Afrique », juin 2012.
8. Banque Africaine de Développement, « Rapport sur le développement en Afrique, vers une croissance verte en Afrique », 2012.
9. Banque Africaine de Développement, « vers une croissance verte en Afrique », Rapport sur le développement en Afrique », 2012,
10. Banque Africaine de Développement, Afrique du Nord, « 2012, une année de transition ».
11. Banque Mondiale, « Développer des industries vertes compétitives : l'aubaine des technologies climatiques propres pour les pays en développement », Résumé analytique, 2014
12. BEKAYE Mariame, « Economie verte en Afrique du Nord », CEA, Bureau de l'Afrique du Nord, Beyrouth, 2010.
13. BOUGERA Larbi, « Le Nil : conflictualités et initiatives de paix », 29 mars 2012.
14. BOUTAUD Aurélien, « La notion de capital naturel, un élément clé des débats sur le développement durable », 29 mars 2011
15. Commission Economique pour l'Afrique, « Conditions économiques et sociales de l'Afrique du Nord, 2012-2013 ».
16. Commission Economique pour l'Afrique, « Développement Durable en Afrique du Nord », 2007.
17. Commission Economique pour l'Afrique, « Développement Durable en Afrique du Nord, état de lieux et perspectives », 2007.
18. Commission Economique pour l'Afrique, « Les PME, acteurs de développement durable en Afrique du Nord », 2008.
19. Commission Economique pour l'Afrique, « Rapport sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) pour l'Afrique du Nord », 2013.
20. Commission Economique pour l'Afrique, « Secteur des énergies renouvelables en Afrique du Nord: situation actuelle et perspective », 2012.
21. Conseil Economique et Social, « Economie verte, opportunité de création de richesse et d'emplois », 2012, Maroc
22. Conseil Economique pour le Développement Durable « Croissance verte », France, 2009
23. DIEMER Arnaud, « Développement soutenable ou développement durable », 20 mai 2009
24. ECA, «Making the Most of Africa's Commodities: Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation, Economic Report of Africa », 2013, Economic Commission of Africa.

25. ECA, «The economic situation in Egypt in the context of political instability and a risky transition », 2013.
26. ESCWA & UNEP, «Green Economy in the Arab Region: Overall Concept and Available Options », Reference Paper, 2011
27. Fonds pour l'Environnement Mondial, « Vingt ans d'effort pour une économie verte », 2012.
28. GHARIANI Fadel, « La participation du secteur privé aux activités environnementales en Tunisie: Etats des lieux », Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 2004
29. GIZ, « La responsabilité sociétale des Entreprises en Tunisie: état des lieux », 2012
30. GIZ, « Guide des dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat vert en Algérie », 2012.
31. GIZ, « Promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie », mars 2012
32. GIZ, « Promotion des jeunes et des femmes dans l'économie verte en Algérie », 2012.
33. HELY Abouleish, « Egypt green economy national initiative », ENCC, Cairo, 2011
34. HOURS Ana & LAPIERRE Catherine, « Pour une économie écologique et équitable, Etats des lieux et propositions », Rapport final, 7 Décembre 2012.
35. MBAREK Azzedine, « Réalités et perspectives de l'économie verte en Tunisie », 2012.
36. MEDDEB Samir, « Rapport National de la Tunisie », Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, Rio+20, Octobre 2011.
37. Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, « Programme national de prévention et de lutte contre la pollution industrielle au Maroc, PNPPI », Maroc
38. Ministère de l'Environnement (ANPE), «Rapport National sur l'Etat de l'Environnement », Edition spéciale, 2010-2011, Tunisie.
39. Ministère de l'Environnement, « Stratégie Nationale du Développement Durable », Document final, Décembre 2011, Tunisie.
40. Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable, « Etude pour l'élaboration de la stratégie nationale économie verte, phase 1 », Tunisie, 2014.
41. Ministère de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du développement durable, « Stratégie nationale du développement durable », Tunisie, 2014
42. Ministère de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Durable, « Étude pour l'Elaboration de la Stratégie Nationale Economie Verte en Tunisie, Phase 1 », 2014.
43. Ministère du Développement Durable, « La gestion environnementale, un atout pour la compétitivité de l'entreprise », 2011 Pays
44. Mustafa M. Fouda, «Promoting green economy solutions at protected areas of Egypt, an initiative proposal», Cairo 2013.
45. OCDE, « Outils pour la mise en place d'une croissance verte », 2011.
46. OCDE, « vers une croissance verte », 2011.
47. ONUDI, « Vers une industrie verte et compétitive, Transfert et technologie écologique rationnelle dans la rive sud de la méditerranée », MEDTEST, 2012.
48. PNUD, « Projet de stratégie d'employabilité des jeunes dans les métiers verts au Maroc, Yes Green, Cartographie des opportunités et d'entrepreneuriat verts au Maroc », 2012.
49. PNUD, « Rapport sur le développement humain », 2014.
50. PNUE, « Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté », 2011.
51. Regional Activity Center for Cleaner, « State of the art green entrepreneurship in Tunisia », production, 2011.

52. Sénat Français, « L'Egypte dans l'attente de nouvelles réformes », Rapport d'information, juillet 2003.
53. Sénat Français, « La pollution de la méditerranée : Etat et perspectives à l'horizon 2030 », juin 2011.
54. UNEP, « Egypt green economy, workshop report », 2013.
55. UNESCO, Des économies vertes aux sociétés vertes », 2011.
56. Union Européenne, « Mission d'identification et de formulation de programme économie verte, Maroc », 2010.